

Sans surprise, le groupe de la Gauche démocrate et républicaine s'oppose à la ratification du CETA. Indépendamment même des répercussions négatives de ce traité sur la filière agricole française, dont on a beaucoup parlé, et sur l'économie en général, les seules questions de santé publique et d'écologie justifient un refus.

On nous assure que des contrôles seront effectués sur toute la chaîne de production. Mais quelles garanties avons-nous réellement ? Comment accepter un accord de libre-échange avec un pays qui n'interdit pas l'utilisation d'activateurs de croissance, ni celle des farines animales ? Certains produits phytosanitaires sont proscrits au Canada, mais pas tous. Le manque de contrôle en amont est une raison suffisante pour ne pas aller plus loin.

Depuis plusieurs années, nous nous efforçons de recentrer la France vers une économie plus locale, plus respectueuse de la planète et plus encourageante pour nos producteurs. Le message envoyé par ce traité est à l'opposé de ces valeurs. Ratifier le CETA, c'est encourager le transport de viande et de marchandises sur de longues distances et faire gonfler le volume des échanges, ce qui entraînera indéniablement une hausse des émissions de gaz à effet de serre. C'est également aller à l'encontre des mesures de l'accord de Paris prises à l'issue de la COP21.

Accepter d'importer de la viande produite dans des méga-élevages est non seulement dangereux pour l'environnement mais forcera l'agriculture française à changer ses méthodes de production. C'est la porte ouverte à une course aveugle pour garder notre compétitivité au détriment du bon sens. Le précédent causé par la ferme des mille vaches ne nous a pas suffi : il faut produire toujours plus et plus rapidement.

Alors, plutôt que de faire des promesses, nous devons agir, et, d'abord, refuser la ratification de ce traité. Dire non au CETA, c'est prendre position en faveur de la France, de l'environnement et de la raison. C'est refuser de brader notre planète, notre santé et nos emplois pour quelques centièmes de points de PIB. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)